



Le développement durable, une affaire de tous !

Le développement durable cher à toutes les nations du monde, ne peut être une affaire des seuls dirigeants, mais aussi de l'ensemble des différentes composantes de la population. Gouvernement, secteur public, secteur privé et société civile, chacun doit jouer sa partition. C'est d'ailleurs ce qui ressort du dernier séminaire gouvernemental organisé cette semaine à Lomé, où il s'agissait de remobiliser davantage l'administration publique en faveur de la mise en œuvre de l'agenda 2030 pour le développement durable.



Soutenu par le département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA), ce séminaire a regroupé les membres du gouvernement et les acteurs du secteur public et privé et de la société civile.

Selon John Mary Kauzya, expert de l'UNDESA, il est à retenir de ces travaux, « *l'engagement des autorités du Togo de développer et de transformer le pays, en incluant tout le peuple, notamment les secteurs public et privé ainsi que la société civile dans ce processus afin que le pays se développe soi-même. Car la tâche de développement d'un pays n'incombe pas aux seules autorités politiques* ».

M. Kauzya a dans ce cadre préconisé la transformation du leadership depuis le gouvernement central jusqu'à la base de la société car selon lui, au-delà du parlement et du gouvernement, toutes les couches de la société ont le devoir de s'engager pour un travail d'ensemble en faveur du développement du pays.

Bruno O.



La 6ème édition de la foire ADJAFI prévue du 24 août au 10 septembre 2017

Du 24 août au 10 septembre 2017 se tiendra sur le terrain du lycée d'Agoè à Lomé, la 6^{ème} édition de la foire des jeunes entrepreneurs dénommée « foire ADJAFI ». L'information a été donnée ce jeudi par le comité d'organisation au cours d'un forum qui a réuni à Lomé, les lauréats des différentes compétitions d'excellence organisées lors des précédentes éditions de cette foire.

« L'agro-industrie, un secteur à fort potentiel économique dans notre sous-région » : c'est autour de cette thématique que vont tourner les activités de cette 6^{ème} édition de la foire ADJAFI qui entend mobiliser plus de 200. 000 visiteurs.

L'administrateur général de la foire, Maxime Minasseh explique que l'édition 2017 a pour objectif de rendre plus compétitifs les produits et services des jeunes. Il s'agit notamment d'identifier, de révéler et de capitaliser les innovations technologiques, et de renforcer davantage, les capacités des jeunes promoteurs d'entreprises.

Pour la première fois, la foire connaîtra cette année « les universités Adjafi » qui est un programme destiné aux jeunes diplômés et « Adjafi Kid », un espace d'accompagnement des enfants de 4 à 12 ans par le biais de diverses activités entre autres la danse, les chants et les bricolages.

Aussi, au cours des 18 jours d'activités, le comité d'organisation entend-t-il rééditer le concours de cuisine dénommé « panier vert » et celui de l'entrepreneuriat inter-établissement « Pépite d'or ».

Il faut souligner qu'en prélude au démarrage des activités, il sera organisé du 08 et 09 août, un séminaire de formation qui portera sur le thème : « coton et entrepreneuriat : du fruit au fil, de la graine à l'huile ».

Pour rappel, la foire ADJAFI est un cadre créé pour accompagner, consolider et faire émerger les initiatives entrepreneuriales des jeunes. Des expositions et ventes, des ateliers et séminaires de renforcement de capacités, des conférences thématiques, des concerts et spectacles sont quelques activités au menu de la foire.

David



Togo/ Réconciliation : Le programme de réparation expliqué aux populations du Golfe

Les populations des cantons d'Aflao-Gakli, d'Aflao-Sagbado et de Baguida dans la préfecture du Golfe ont été sensibilisées ce jeudi à Lomé sur le programme de réparation en matière de justice transitionnelle au Togo. Cette rencontre d'échanges et d'informations est organisée par le Haut Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) en collaboration avec les autorités préfectorales dans le cadre de la tournée d'échanges et de sensibilisation des populations en prélude à ce programme de réparation préconisé par la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR).



Dirigée par la Présidente du HCRRUN, Mme Awa Nana Daboya, cette séance a connu la participation de toutes les différentes couches sociopolitiques de la préfecture notamment des représentants des partis politiques, de la chefferie traditionnelle, des

Comités villageois de Développement (CVD), des Comités de

Développement des Quartiers (CDQ), des religieux, des associations des jeunes, des forces de l'ordre et de sécurité de même que des membres des Comités de Paix.

Tour à tour, les membres du Haut Commissariat accompagnés de personnes ressources ont expliqué à la population, le processus de justice transitionnelle, la différence entre cette justice et celle classique, le caractère symbolique des réparations et les différentes formes de réparations qui devront apaiser les cœurs des victimes de violences politiques de 1958 à 2005 au Togo.

« Le message qu'on a passé ce soir, c'est un message de paix, d'appel à la réconciliation et au vivre ensemble qui est une nécessité pour nous togolais aujourd'hui. Dans la masse, il n'y pas de réticences. Les gens ont des douleurs, des souffrances car ils ont vécu des choses et c'est leur droit de les exprimer et nous partageons leur peine mais ils ont compris qu'on a fait du chemin et beaucoup d'eau a coulé sous le pont et il y a lieu maintenant de tourner la page », a souligné à la fin des échanges, Djobo Idrissou Traoré, personne ressource au HCRRUN.

Après Dapaong, Kara, Kpalimé, Atakpamé, Aneho et Golfe, la tournée d'échanges et de sensibilisation des populations se poursuivra ce vendredi 19 Mai dans les localités de Tsévié dans la région maritime et Sokodé dans la centrale.

Cris DADA



Plus de cinq (05) milliards de la BID en faveur de l'enseignement supérieur au Togo

9,09 millions d'euros soit 5,9 milliards de F CFA, c'est l'enveloppe financière que l'institution de la Banque Islamique de Développement (BID) met à la disposition du Togo dans le cadre d'un projet d'appui à l'enseignement supérieur. L'accord de financement a été signé ce jeudi à Djeddah en Arabie Saoudite par le Ministre Sani YAYA en charge de l'Economie et des finances, et la BID en marge de la 42^{ème} réunion annuelle de cette institution.

Le projet concerne les sciences et le domaine de l'ingénierie et sera exécuté au niveau des deux universités publiques du Togo, notamment l'université de Lomé et celle de Kara. Il prévoit notamment la mise à niveau de l'infrastructure physique institutionnelle, l'amélioration de la compétitivité et la pertinence dans l'enseignement supérieur, et l'appui à la gestion du projet.

La première composante financera en effet la mise à niveau de 16 laboratoires pédagogiques y compris la réhabilitation et l'extension, la construction et l'équipement d'un laboratoire central de recherche, l'acquisition des équipements scientifiques et de mobilier.

Le financement des programmes de formation, la fourniture de subventions en recherche-développement, le financement du développement, de la modernisation et de l'adoption des programmes d'enseignement et de matériels en sciences et en ingénierie sont entre autres volets pris en compte dans la seconde composante.

La troisième composante du projet consistera pour sa part en un appui à la gestion du projet, notamment un atelier de démarrage et les évaluations de mi-parcours.

Il faut souligner que la réunion annuelle de la BID est organisée chaque année par le Conseil des Gouverneurs pour débattre de questions liées au développement et d'ordre institutionnel. Plus de 2000 personnes ont pris part à cette rencontre qui offre aux décideurs un cadre idéal pour se pencher sur les défis qui interpellent les pays membres du Groupe de la BID et les opportunités qui leur sont offertes.

Bruno OBOE



Grogne à la SOTRAL : Un début de solution, mais la grève continue...

Toujours pas de bus de la SOTRAL dans les rues de Lomé. La grève de trois jours lancée par les agents de la Société des Transports de Lomé (SOTRAL) se poursuit ce jeudi. Les discussions tenues dans l'après-midi de ce mercredi entre les grévistes et leur employeur n'ont pas donné grande chose sauf un accord sur le paiement des salaires à temps.



C'est une grève lancée depuis mercredi par les employés de cette société pour revendiquer une amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Les revendications en 12 points sont inscrites sur une plateforme remise à l'employeur.

Elles concernent notamment le paiement des salaires au plus tard le 08 du mois, la classification de la grille salariale, le relèvement de la durée des contrats, l'autorisation de la jouissance des congés, le recrutement d'un nouveau directeur des ressources humaines, la programmation de deux équipes rotatives, un repos obligatoire en plus du dimanche entre autres.

« A la Sotral, vous vous levez déjà à 2 heures ou 3 heures du matin et prendre service vers 4 heures pour revenir à 21 heures voire 22 heures. C'est vraiment difficile pour une seule personne sur un volant toute la journée et c'est aussi un risque pour la population. On n'a pas d'indemnité de transport, nous avons demandé une prime de risque et de responsabilités spécifiques et la classification de la grille salariale », déplore Oyéwalé J., secrétaire général du syndicat national autonome des sociétés de transport public du Togo.

Apparemment pour l'employeur, seule la question du paiement à temps des salaires est légitime. Seulement que de l'autre côté, les employés tiennent toujours à leur plateforme revendicative, ce qui risque de tourner à une sorte de « bras de fer ».

« Ils (les employeurs, ndlr) nous ont fait savoir que toutes les dispositions ont été prises pour que les virements soient faits et on était là quand ils nous ont confirmé que le virement est fait. Mais toutefois, il faut rappeler que le paiement des salaires est un droit. Et on ne peut pas se baser

sur ça et dire qu'il y a quelque chose qui est fait pour qu'on retourne au travail », fait savoir Oyéwalé visiblement mécontent du fait que l'employeur renvoie les autres revendications en mode « promesse » pour 2018.

« Avec ce que nous vivons au sein de la Sotral comme gestion, personne n'est aujourd'hui confiant qu'il verrait 2018 à la Sotral parce qu'il y a bon nombre qui seront à termes de contrat dans un ou deux mois. Donc promettre 2018 sachant que l'employeur peut renvoyer des gens, il y a de quoi émettre des réserves », a-t-il souligné.

La grève de 72 heures est reconductible si aucune solution n'est trouvée selon les employés toujours tout de même disposés à aller en négociation. Il faut souligner que cette cessation de travail intervient à la suite de plusieurs préavis de grève déposés par le syndicat des employés.

David SOKLOU



Le Togo se prépare pour la 8ème conférence des ministres

de l'Emploi et de la Formation professionnelle de l'UEMOA

Du 26 au 28 juillet prochain, le Togo accueille la 8^{ème} conférence des Ministres de l'Emploi et de la Formation professionnelle de l'espace UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine). En prélude à cette conférence, les experts venus des huit pays de l'espace communautaire sont depuis mercredi à Lomé pour une réunion préparatoire de trois jours.

Présidée par le ministre togolais de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Georges Kwawu Aidam, cette réunion préparatoire entend baliser la voie à cette 8^{ème} conférence dont l'objectif est de valider des propositions et orientations aux dirigeants des pays membres de l'Union pour des actions efficaces en ce qui concerne la formation professionnelle et la promotion de l'emploi. L'ultime souci est de favoriser au mieux, l'insertion et de la mobilité professionnelle des jeunes dans l'espace UEMOA.

Au menu de cette réunion des experts à Lomé, le point sur d'avancement des différentes décisions et autres recommandations des réunions antérieures, des échanges sur les bonnes pratiques en ce qui concerne la formation et la promotion de l'emploi dans les pays ouest africain, l'examen du projet de charte de mutualisation des ressources et des outils de formation et de promotion de l'emploi, sans oublier l'examen et la validation de la proposition du thème de la 8^{ème} conférence à savoir « *mutualisation des ressources et des outils de formation et de promotion de l'emploi, gage de l'insertion et de la mobilité professionnelles dans l'espace UEMOA* ».



Togo/ La BAD réaffirme son soutien pour la mise en œuvre des agropoles

« Parvenir à une agriculture moderne, durable et à haute valeur ajoutée au service de la sécurité alimentaire nationale et régionale, d'une économie forte, inclusive, compétitive et génératrice d'emplois décents et stables à l'horizon 2030 » : telle est la vision de la nouvelle politique agricole du Togo. Pour y arriver, le Gouvernement mise fortement sur le développement et la promotion des pôles de développement agricoles appelés « agropoles ». L'élaboration du Projet de Développement des Agropoles au Togo (PRODAT) répond en effet à ce souci, un projet techniquement et financièrement soutenu par la Banque Africaine de Développement (BAD) à hauteur de 25 milliards de F CFA par le biais de son nouveau concept de transformation de l'agriculture africaine.

Ce projet était au menu d'une rencontre d'échanges, ce mercredi 17 mai 2017 à Lomé, entre une délégation de la BAD conduite par le représentant résident de l'institution au Togo, Serge Marie NGUESSAN et le Premier ministre, Komi Selom KLASSOU. Les discussions ont porté sur la vision de la Banque

sur le concept des agropoles et l'évolution de ce programme au service du développement de l'agriculture togolaise.

La délégation de la BAD est composée de deux missions : La première mission qui est au Togo pour discuter de l'évolution du programme de développement des agropoles est accompagnée par celle qui travaille sur l'appui budgétaire que la Banque entend accorder au Togo dans le contexte des agropoles. *« Cet appui budgétaire est capital pour pouvoir appuyer les réformes que nous souhaitons, pour permettre de lancer les agropoles. Nous avons présenté ces deux missions à son excellence, insisté sur le concept des agropoles, la vision de la Banque par rapport à ces concepts et aussi réitéré sur les réformes clés que nous souhaitons voir mener par l'Etat et le secteur privé »*, a indiqué Serge Marie Nguessan.

« Nous avons été impressionnés par la maîtrise de ces dossiers par le Premier ministre. Il nous a présenté la vision du gouvernement, les ambitions du Chef de l'Etat et aussi les résultats que le Togo veut tirer de ce grand programme qu'il souhaite lancer comme agropole. Il nous a donné des orientations, nous sommes encore là pour deux ou trois jours pour faire cette mission, et sur la base de ses orientations, nous allons continuer le travail et revenir vers lui pour lui présenter nos recommandations et propositions », a-t-il ajouté.

Pour rappel, dans le cadre de la mise en œuvre du projet agropole, il s'agira en termes d'actions, de structurer les acteurs des filières agricoles en vue de leur professionnalisation, de développer les infrastructures de soutien au développement (électrification, télécommunication, infrastructures routières, eau et assainissement), et de promouvoir les petites et moyennes entreprises de même que l'agri business à travers la dynamisation des chaînes de valeur et l'émergence de partenariat entre les acteurs concernés.



Togo/ Un séminaire gouvernemental pour une administration efficace en faveur des ODD

« Transformer la gouvernance et l'administration publique au Togo pour la mise en œuvre de l'agenda 2030 pour le développement durable », c'est autour de cette thématique que s'est ouvert ce mardi à Lomé, un séminaire gouvernemental présidé par le Premier Ministre Komi Sélom Klassou. Une initiative qui s'inscrit dans la continuité de l'engagement du Togo en faveur de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) et dont les conclusions devront déboucher sur un plan d'actions afin de lever les goulots d'étranglement qui empêchent l'administration togolaise de réaliser les performances optimales.



Le Togo affiche sa volonté de changer de paradigme en matière de gouvernance et de modernisation pour la mise en œuvre des ODD auxquels il est un pays pilote. Certes, le pays s'est engagé depuis une décennie

dans un vaste programme de réformes notamment dans les domaines politique, économique, structurelle et sectorielle. Ce qui a permis de réaliser une croissance moyenne d'environ 5 % l'an, et de réduire sensiblement l'incidence de la pauvreté qui est passée de 61,7 % en 2006 à 55,1 % en 2015.

Cependant, les évaluations des politiques et stratégies de développement ont montré que des résultats nettement plus meilleurs auraient pu être enregistrés si un certain nombre de contraintes étaient levées, a fait savoir Komi Sélom KLassou à l'ouverture des travaux.

Au rang de ces contraintes, « *la faiblesse de capacité* » qui se manifeste par l'insuffisance des effectifs et le déséquilibre des structures organisationnelles de même que l'insuffisance de compétences spécifiques. A cela s'ajoutent certains « *comportements déviants* » notamment les absences injustifiées, la lenteur dans le traitement des dossiers, la mauvaise perception de la chose étatique ou encore la culture de la routine.

Ces assises se présentent donc comme une stratégie devant permettre de transformer la gouvernance afin de sortir l'administration des sentiers battus pour une meilleure satisfaction de la population.

« *L'administration publique doit rompre avec la routine pour devenir pragmatique et tourner vers l'avenir. L'accent doit être mis sur l'utilisation rationnelle et responsable des ressources existantes, en évitant à chaque fois de mettre en avant l'insuffisance ou l'absence de ressources. Il s'agit*

véritablement de passer d'une administration de moyens à une administration de missions et donc de résultats », a souligné le Premier ministre Komi Sélom Klassou.

« Ceci implique un changement de paradigme dans la gouvernance et dans la construction des capacités. Nous devons bâtir une administration publique où la compétence professionnelle, le leadership et la volonté de servir le pays doivent être les principes cardinaux », a-t-il ajouté.

« Le développement du leadership transformationnel pour un développement durable », « le développement d'une administration et des services publics axés sur le développement durable au Togo », « la gouvernance locale et le développement durable », « approche inclusive et participative du développement durable : rôles et contributions de la société civile et du secteur privé », et « le rôle des TIC dans la transformation de la gouvernance et des services publics : l'e-gouvernement à l'appui au développement durable », sont les panels qui meubleront les travaux de ce séminaire qui va s'étendre dans les prochains jours aux Directeurs de cabinet, secrétaires généraux et autres organisations de la société civile.

David SOKLOU



Le HCRRUN à la rencontre des populations du Golfe ce jeudi 18 Mai à Lomé

Dans le cadre de la tournée d'échanges et de sensibilisation des populations en prélude au programme de réparation, les responsables du Haut Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) seront ce jeudi 18 Mai face aux populations de la préfecture du Golfe à Lomé.

Plus de 500 personnes issues des différentes couches sociopolitiques de la préfecture sont attendues à cette rencontre. Il s'agit notamment des représentants des partis politiques, de la chefferie traditionnelle, des Comités villageois de Développement (CVD), des Comités de Développement des Quartiers (CDQ), des syndicats, des religieux, des associations des jeunes, des femmes, les forces de l'ordre et de sécurité et des membres des Comités de Paix.

« Le comité d'organisation a déjà pris toutes les mesures devant aboutir à la réussite de cette sensibilisation », a rassuré le préfet du Golfe, Colonel Awaté Hodabalo au cours d'une réunion préparatoire tenue lundi avec les membres du HCRRUN conduits par la Présidente Awa Nana Daboya.

Démarrées la semaine dernière, ces rencontres de sensibilisation ont pour objectif d'expliquer aux populations, le caractère symbolique du programme des réparations devant apaiser les cœurs des victimes, avant l'étape d'indemnisation dans le processus de justice transitionnelle et de réconciliation au Togo.

Ce mardi, deux autres délégations du HCRRUN sont respectivement à Atakpamé et à Kara pour la même mission d'information et de sensibilisation.



Togo/ La Police nationale à l'école des marchés publics

Une vingtaine d'agents de la police nationale togolaise ont entamé lundi au Centre de Formation des Professionnels de Justice (CFPJ) à Lomé, une session de formation de trois semaines sur le système de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics. C'est une initiative de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) en collaboration avec France Expertise pour permettre à la Police d'être plus outillée en matière de gestion des marchés publics au Togo.

Cette formation est une réponse à la demande manifestée par les autorités de la police nationale. Pour le Directeur de l'Ecole Nationale de Police, KADJA Hadabalo, cette formation vient en effet à point nommé car dit-il, « nous avons introduit dans les nouveaux programmes de formation, de nouveaux modules y compris celles des marchés publics et donc ces sessions de formation nous permettront de renforcer les capacités des cadres de l'école nationale de police chargés de concevoir et de mettre en œuvre la passation des marchés publics ».

KADJA Hadabalo a ajouté qu'à la fin des travaux, l'administration de la police nationale aura désormais une équipe à même de cerner tous les contours de la procédure de passation des marchés publics conformément au code des marchés publics en vigueur au Togo.

Il faut souligner que l'ARMP a entamé cette l'année 2017 avec la ferme volonté d'amener tous les acteurs à mieux contribuer à l'amélioration du système des marchés publics au Togo.

Cris DADA